Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2010)
Heft: 3

Artikel: La bataille de France revisitée
Autor: Grand, Julien
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-514438

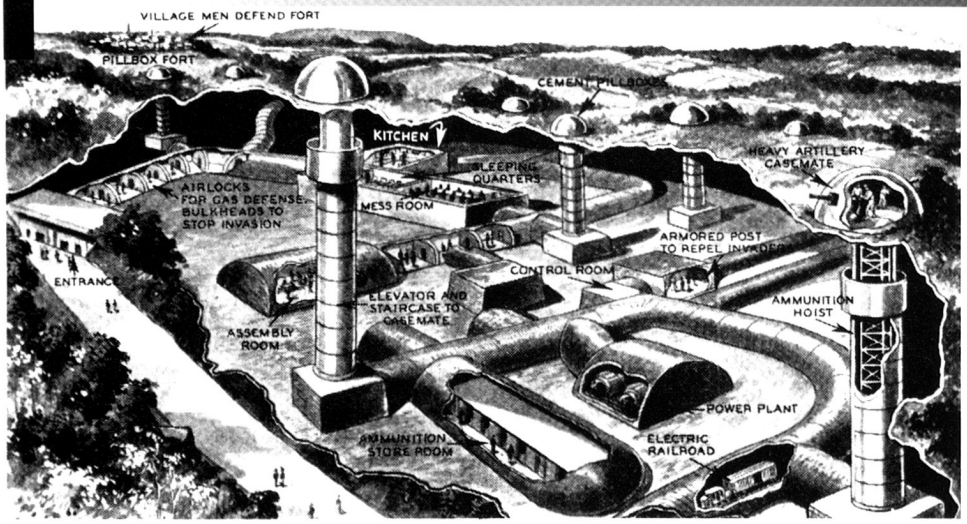
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Vue en coupe de la Ligne Maginot.

Histoire

La bataille de France revisitée

Cap Julien Grand

Rédacteur adjoint, RMS+

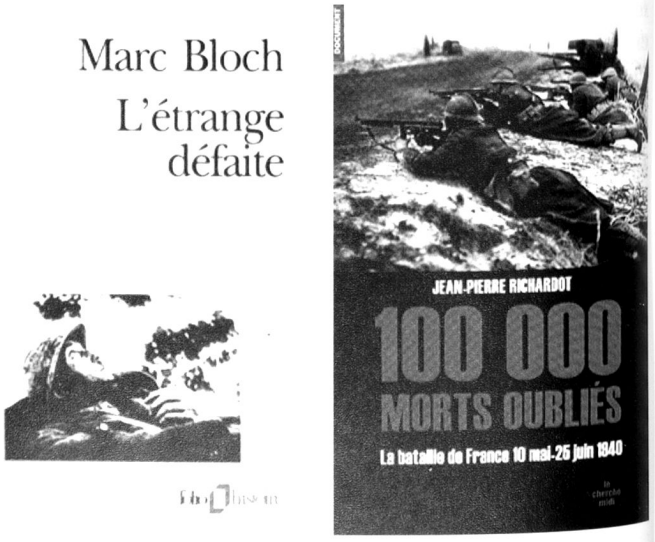
Au printemps 1940, l'OKW[1] déclenchait le plan dénommé *Fall Gelb*, savamment mis en place quelques temps auparavant par le général von Manstein. Le plan initial prévoyait une prise en tenailles des forces occidentales à l'image de ce que préconisait le plan du général Von Schlieffen lors de la Première Guerre mondiale. Le *Fall Gelb*, plus hardi, acquit les faveurs d'Hitler qui l'imposa aux membres de l'OKW. Ainsi, le 10 mai, après une drôle de guerre de quelques mois où presque rien ne se passait, la poussée principale des forces allemandes se fit à travers les Ardennes, ce qui, à en croire la littérature historique, fut l'élément décisif de la victoire nazie.

Septante années après les événements, l'historiographie arrive à un point charnière : les contemporains et acteurs de l'époque encore en vie ne se comptent plus que sur les doigts de la main. Les historiens qui analysent la bataille de France ne peuvent se reposer plus que sur des sources écrites, les sources orales s'étiolant petit à petit. En Suisse, le rapport Bergier a montré les tensions qui peuvent surgir lorsque les contemporains ne se reconnaissent pas dans l'analyse proposée par les historiens. Cet article vise à revisiter la bataille de France à l'aide de 2 ouvrages. Le premier, celui de Marc Bloch, écrit dès 1940, resté célèbre sous le titre de *L'étrange défaite*[2] et le second, l'un des plus récemment paru sur le sujet, par Jean-Pierre Richardot : *100 000 morts oubliés – La bataille de France 10 mai-25 juin 1940*[3]. Date anniversaire oblige, les historiens se penchent à nouveau sur cette bataille et tentent de l'analyser sous un jour nouveau. Ce fut notamment le sujet du colloque « L'armistice de 40 : faute ou nécessité ? » qui s'est tenu à Paris le 14 janvier 2010 sous le patronage du général Vincent Desportes, directeur du Collège interarmées de défense. Dans cet article, nous vous proposons de revenir rapidement sur les événements de mai 1940 puis de procéder à un comparatif historiographique entre les deux ouvrages susmentionnés, pour mettre de manière succincte en exergue les éléments nouveaux de la recherche historique.

Le coup de faucille

Le 10 mai 1940, les troupes allemandes envahissent les trois pays du BENELUX, provoquant du côté des forces franco-anglaises la réaction escomptée par l'OKW : l'avance des troupes sur le territoire belge. Les forces allemandes progressent rapidement, notamment grâce à des concepts jusqu'alors inusités, comme les opérations aéroportées avec la prise du fort belge d'Eben-Emaël par la voie des airs. Utilisant le choc et la rapidité -grâce au couple char-avion- et à l'utilisation généralisée de la radiocommunication, le groupe d'armées B du général Von Rundstedt pousse alors à travers les Ardennes avec une dizaine de divisions blindées. Ce secteur, considéré

A gauche : *L'étrange défaite*, un procès-verbal de l'an 40.
A droite : Jean-Pierre Richardot revisite la campagne de France.



1 Oberkommando der Wehrmacht – grand état-major de l'armée allemande.
2 Bloch Marc : *L'étrange défaite*, Gallimard, Paris, 328 p.
3 Richardot Jean-Pierre : *100 000 morts oubliés – La bataille de France 10 mai – 25 juin 1940*, Le Cherche Midi, Paris, 473 p.

comme imprenable et non praticable par les généraux français, est peu défendu. Par leur percée, les troupes allemandes poussent alors dans le dos des troupes franco-anglaises engagées en Belgique, commençant ainsi leur inévitable encerclement. Le 17 mai, les Allemands sont à Bruxelles, le 18 à Anvers.

Le haut commandement allemand, par peur d'une contre-attaque sur ses flancs, tente de ralentir la progression de ses éléments mécanisés. Mais les généraux passent outre ces consignes et continuent leur progression toujours plus à l'Ouest. Ainsi le 20 mai, les Allemands sont à la mer et commencent la réduction de la poche de Lille. Seule la 4ème DCR (division cuirassée de réserve), commandée par le général de Gaulle, cause quelques soucis aux troupes de la Wehrmacht, puisque celle-ci parvient, durant quelques jours, à s'enfoncer dans le flanc de la progression allemande. Faute de renforts et d'appui, cette avancée ne peut néanmoins pas être exploitée. L'aile gauche du dispositif franco-anglais est alors contrainte à l'évacuation depuis Dunkerque. En quelques jours, la marine anglaise, appuyée par quelques éléments de la marine française, parvient à évacuer quelques 340'000 hommes. Seuls les Anglais sont évacués au début, puis vient le tour des unités françaises, mettant en évidence la collaboration et l'entente bancale entre les deux pays tout au long de la campagne de France, qui n'a jamais réellement permis des actions coordonnées, nettes et claires.

Le 5 juin, la campagne allemande continue alors vers le Sud. Les opérations de l'armée française sont en partie gênées par l'exode massif des Français (au moins 6 millions de personnes) avec armes et bagages qui bouchent alors les routes et empêchent les renforts de monter en ligne. Le 10 juin, le gouvernement français quitte Paris pour Bordeaux, alors que Mussolini déclare la guerre à la France et commence une poussée à travers les Alpes. Ce coup de poignard dans le dos ne permet néanmoins pas aux Italiens de progresser, puisque l'Armée des Alpes et ses chasseurs alpins résistent vaillamment face à l'offensive italienne. La classe politique française est alors séparée en deux camps. Les uns pensent la lutte possible et désirent utiliser le vaste empire colonial afin de continuer le combat, alors que les autres songent à l'armistice et à la négociation avec l'Allemagne. Le 16 juin, le Président du gouvernement d'union nationale, Paul Reynaud, démissionne. Albert Lebrun, président de la République, appelle alors le maréchal Pétain à la rescousse et le nomme président du Conseil.

Cet homme représentait une autorité morale suprême pour les Français, qui voyaient en lui un homme providentiel, un *Deus ex machina* capable de relever la situation. Le lendemain de sa nomination, il annonce à la radio que les soldats doivent cesser la lutte et que la France va demander l'armistice. Celui-ci est signé le 22 juin dans la clairière de Rethondes, dans le même wagon ayant servi à l'armistice de la Première Guerre mondiale. Cette mise en scène, voulue par Hitler, finit d'humilier la France, qui vient de perdre le combat face à la Wehrmacht. Les troupes allemandes continuent néanmoins leur avance jusqu'au 24 juin, leur permettant d'occuper les 2/3 du pays. Ce jour-là, la France signe également l'armistice avec l'Italie. La ligne Maginot, ayant couté durant les années 1920 le quart du budget de la défense nationale, n'a quasiment pas été entamée, puisque contournée par les forces allemandes. Ses soldats, estimant ne pas avoir été vaincus, continuent la lutte, pour certains jusqu'au mois de juillet.

Le capitaine Bloch, membre d'un état-major d'armée, retourne alors à la vie civile et ne tarde pas à entrer en résistance, ce qui lui coûtera la vie. Il commence immédiatement la rédaction de ce qu'il appelle le « procès-verbal de l'an 40 ».[4] Il analyse les raisons de la défaite et, s'il était convaincu qu'il fallait continuer la lutte, il n'en considère pas moins la défaite comme inévitable. Jean-Pierre Richardot procède à la même analyse septante années après Marc Bloch et, s'il est également convaincu de la nécessité d'avoir continué la lutte, il reste convaincu que la victoire était possible. Procédons alors au comparatif historiographique de ces deux auteurs.

Les causes

Quelles sont les causes de la défaite ? Pour Marc Bloch, la défaite est sans conteste imputable à « l'incapacité du commandement. »[5] La victoire allemande est avant tout une victoire intellectuelle de ceux qui ont su mener une guerre d'aujourd'hui, marquée par le sceau de la vitesse.[6] Pour notre historien, la préparation matérielle de la France n'était pas à la hauteur : les crédits de la France ayant été engloutis dans le béton de la ligne Maginot.

Le cap Marc Bloch, fusillé en 1944 pour faits de résistance

Le char B1, l'un des meilleurs de son époque, mais utilisé à mauvais escient par les forces françaises.

Ainsi, elle manquait de chars, d'avions, de tracteurs, de tout équipement nécessaire à arrêter une poussée mécanisée allemande.[7] Ce point-là est très intéressant, alors que nous savons maintenant que la France alignait 4'000 chars d'assaut face aux 2'500 chars allemands et que les 4'000 appareils de la Luftwaffe avaient maille à partir avec 3'200 avions portant la cocarde tricolore. Leur doctrine d'emploi ne correspondait tout simplement pas à une guerre moderne et ne permettait pas de créer un effort principal.

Ces faits, relevés par Marc Bloch, sont entrés dans l'historiographie comme des éléments non contestables. Ici, le travail de Jean-Pierre Richardot devient intéressant, comme il le relève lui-même au début de son ouvrage : « J'ai eu le sentiment de découvrir des réalités entièrement nouvelles. Je croyais, au début de mes recherches que les Allemands n'avaient pas eu tellement de peine à écraser l'armée française. J'ignorais qu'ils avaient perdu près de 1'000 soldats par jour, chiffre qui prouve la réalité et la dureté des combats. »[8] Pour lui, si la défaite est en partie imputable au commandement français et à ses errements, la vraie raison est à trouver dans le monde politique, qui n'a pas voulu continuer la lutte. « Toute la petite équipe de pacifistes, souvent des amis de Salazar, Franco et Mussolini, s'est infiltrée au cœur du gouvernement français et s'est substitué à son chef, Paul Reynaud, en lui faisant prendre une série de mesures aboutissant à la capitulation générale de la France et de son armée. »[9]

La raison de la défaite est ainsi surtout à rechercher du côté politique, et non militaire, qui n'a pas permis une préparation optimale de la France. « Si l'armée n'est pas en bonne santé, c'est que la République est malade. »[10] Les charistes français, souvent des réservistes, ne savent ainsi pas conduire leur engin ni même se servir du canon. Une instruction de quelques heures a souvent précédé leur montée au front.[11] Quoi de plus étonnant alors, que l'armée française ne puisse afficher une résistance efficace face à une armée allemande remplie d'allant et motivée. Cela malgré la supériorité française dans certains domaines techniques, comme le char B1-bis, réputé comme le meilleur du monde, ou encore le nombre d'avions cloué au sol par manque de coordination entre les armées de Terre et de l'Air. Autre détail croustillant et anecdotique, mais qui vaut son pesant d'or : la bataille des cartes. Alors qu'il foule le territoire français, chaque officier allemand dispose d'une carte Michelin, achetée par la Wehrmacht avant la campagne à des milliers d'exemplaires ! L'officier français, lui, ne sait pas où il se trouve et doit recourir d'expédients pour parvenir à s'orienter et conduire sa troupe.[12]

Ainsi, Jean-Pierre Richardot met en exergue des faits jusqu'alors pas ou peu connus. Les pertes allemandes s'élèvent à 100'000 hommes pour la période de l'invasion, dont 40'000 morts ou disparus. Cela représente environ 1'000 tués par jour, soit un niveau atteint seulement lors de la campagne de Russie.[13] L'auteur repousse également l'idée de la surprise des Ardennes, endroit

7 *Ibid.*, p. 82.
8 Richardot Jean-Pierre : *op. cit.*, p. 27.
9 *Ibid.*, p. 36.
10 *Ibid.*, p. 437.
11 *Ibid.*, p.135.
12 *Ibid.*, pp. 276-277.
13 *Ibid.*, p. 16.

Le Ju 87 *Stuka*, appareil d'attaque au sol, terreur des soldats français.

infranchissable et impraticable pour une armée en campagne. Les Ardennes constituent depuis 2'000 ans le boulevard européen de l'invasion avec Sedan comme point de fixation. Pour notre auteur, c'est donc une erreur imputable au commandement militaire que de penser ce massif infranchissable.[14]

Egalement nouveau, le fait qu'une partie des forces françaises a été retenue pour combattre une éventuelle insurrection civile, une nouvelle Commune insurrectionnelle de Paris. Le général Weygand craint en effet un coup de forces des communistes dans la capitale, avec pour but le renversement du régime. Ainsi, alors que se déroule la bataille autour de Lille et de Dunkerque, trois régiments et une force d'intervention de 6'000 hommes sont maintenues dans la capitale pour veiller à l'ordre public et intervenir contre un éventuel coup de force. Cela représente 20'000 hommes environ, soutenus par une batterie d'artillerie et une escadrille d'aviation. Tout cela alors que les hommes et le matériel font cruellement défaut au front...[15]

La lecture de Jean-Pierre Richardot permet donc de mettre en lumière de nouvelles pistes quant à la lecture de la campagne de France. La vision de Marc Bloch nous permet de vivre le combat de l'intérieur, au jour le jour, avec les frustrations d'un capitaine qui voit son pays et son armée sombrer sans pouvoir réagir ou amener une réponse concrète à l'avance allemande. L'ouvrage rédigé septante plus tard à l'aide de foules d'archives et de documents permet de compléter habilement la vision du capitaine Bloch et de fournir une analyse pointue des vues et décisions politiques de l'an 40. En cette année anniversaire, nous ne pouvons donc que conseiller la lecture de l'ouvrage récemment publié sur la campagne de France, sans toutefois jeter dans l'oubli la source précieuse que nous a livrée Marc Bloch directement après la campagne. La consultation parallèle de ces deux travaux permet ainsi une vision historique intéressante et nouvelle sur la campagne de France.

J.G.

Le général von Manstein, auteur du *Fall Gelb.*

14 *Ibid.*, p. 107.
15 *Ibid.*, pp. 294 – 296.